

June 4, 2019  
www.life-peace.org

## **DJIBOUTI : LA NAISSANCE D'UNE « ARMEE EUROPEENNE » ?**

Djibouti est restée sous les feux des projecteurs ces derniers mois. L'animosité entre la Chine et les États-Unis, entretenue depuis deux ans par un président aux dérapages verbaux excessifs, peut se sentir sur ce territoire où se concentrent les moyens de trois des plus importantes forces armées du monde. La France, les États-Unis et la Chine sont aux premières loges, face à la Péninsule arabique, à quelques encablures du détroit d'Ormuz et aux pieds de la mer Rouge et du Golfe d'Aden. D'autres acteurs (Japon, République fédérale d'Allemagne...) jouent un rôle mais n'ont pas la puissance militaire équivalente, des marines autonomes, des moyens interarmées d'intervention, d'ambitions géopolitiques autres que la lutte contre la piraterie, les trafics en tous genres.

La construction d'une base chinoise à Djibouti, une première pour cet État, et par conséquent l'arrivée de militaires, ne sont pas passées inaperçues. Les prises de position américaines sur cette présence se sont révélées très dures, parfois mensongères, comme l'indique les premiers éléments de la nouvelle politique américaine en Afrique dévoilée par le secrétaire d'État John Bolton<sup>i</sup>. Le retour d'une guerre froide avec l'Afrique comme théâtre d'opérations n'est pas une idée d'un autre temps. La Chine est ambitieuse, contrecarre les visées américaines et doit provoquer une réflexion géopolitique pour la France comme l'Union européenne à l'heure où le multilatéralisme semble être la seule parade aux excès de l'administration Trump.

### **AFRICOM, à la recherche de la cohérence**

La stratégie américaine a été développée dans un document de juin 2012 (*U.S. Strategy toward Sub-Saharan Africa*). Un des quatre piliers, « promouvoir la paix et la sécurité », se basait essentiellement sur la lutte contre Al-Qaeda et d'autres groupes terroristes, la promotion de la coopération en matière de paix et de sécurité régionale et la réforme du secteur de la sécurité, la prévention des menaces criminelles transfrontalières, de la prévention des conflits et le soutien des initiatives de promotion de la paix et de la sécurité. C'est à l'AFRICOM, le commandement militaire américain pour l'Afrique, opérationnel depuis octobre 2008 et basé à Stuttgart (République fédérale d'Allemagne) qu'il revient de mettre en œuvre cette stratégie. Comme le rappelle Maya Kandel, « L'Afrique ne compte pas parmi les priorités stratégiques des États-Unis, mais il y a un regain d'intérêt ! <sup>ii</sup> ». *The light footprint* a été développé comme une approche opérationnelle flexible<sup>iii</sup>. La stratégie américaine actuelle viserait à diminuer les ressources sur le sol africain au profit d'autres théâtres. Nous pouvons nous demander si cette approche correspond à une réelle adaptation à la situation sécuritaire ou si elle est simplement un basculement des priorités américaines sans connexion avec la réalité des menaces. La demande de diminution des opérations de maintien de la paix (en termes financiers et d'effectifs) et le refus de faire financer par les Nations Unies la Force conjointe du G5 Sahel ne doivent pas apparaître comme des surprises. L'annonce d'un nouveau texte de stratégie par John Bolton, à la fin de l'année 2018, ne doit pas nous étonner à l'heure des rivalités de tous types entre cette puissance militaire inégalée et la Chine, dont la montée en puissance des forces armées est une évidence. Djibouti, à ce titre, reste le point central de la lutte contre le terrorisme (Yémen et Somalie) et une des seules implantations permanentes des Américains en Afrique<sup>iv</sup>. L'arrivée de la Chine sur le plan militaire ne peut être que synonyme de rivalité.

### **Les Forces françaises stationnées à Djibouti, la force de l'habitude**

La garnison de Djibouti est la plus importante de nos installations à l'étranger malgré une baisse importante de moitié des effectifs en dix ans. Les Forces françaises stationnées à Djibouti (FFDj) s'articulent autour d'un état-major interarmées, un régiment interarmes d'outre-mer, un détachement de l'aviation légère de l'armée de terre, une base aérienne, une base navale et un centre d'entraînement au combat et d'aguerrissement au désert. Positionnées sur la façade Est de l'Afrique, les FFDj constituent une plateforme stratégique, opérationnelle et logistique. À ce titre, elles sont en mesure d'accueillir mais également de projeter rapidement des forces en cas de crise dans la sous-région, vers l'océan Indien ou le Moyen-Orient. L'autre volet de la mission des FFDj est une mission de coopération bilatérale, régionale. La France a signé un traité de coopération en matière de défense, le 21 décembre 2011<sup>v</sup>. L'article 4 intitulé « clause de sécurité » est le plus important du Traité. Il dispose que les deux Parties échangent « des vues, des informations et du renseignement », évaluent la « situation en cas de menace », et en cas d'agression armée, « définissent les moyens à mettre en œuvre pour la défense de la République de Djibouti » *sous couvert de l'article 51* de la Charte des Nations unies. Il est aussi précisé que la « Partie française participe avec la Partie djiboutienne à la police de l'espace aérien et la surveillance des eaux territoriales selon des modalités particulières ». Néanmoins, les possibilités opérationnelles françaises sont relativement modestes. En revanche, la Partie française s'engage à verser à la Partie djiboutienne au titre de la présence des forces françaises stationnées une contribution forfaitaire de 30 millions d'euros par année civile. L'impact financier est le point le plus important du traité car la présence des forces américaines, françaises et chinoises empêche tout risque de conflit majeur avec un État de la Corne de l'Afrique. Ce Traité est donc un document peu réaliste sur le plan opérationnel et demeure un excellent compromis financier pour la Partie djiboutienne. Les forces françaises à Djibouti qui contribue au saupoudrage de nos moyens militaires, sont l'illustration d'une perte d'influence militaire majeure. Nous voyageons donc en première classe avec un ticket de seconde, résultat d'une concurrence militaire de plus en plus forte que nous n'avons pas anticipée et à laquelle nous n'avons pas les moyens de nous adapter.

### **La Chine à Djibouti : patiemment mais efficacement**

Les Forums de coopération Chine – Afrique (FOCAC) ont été instaurés depuis 2000. Tous les États africains y participent, à l'exception du Swaziland<sup>vi</sup> (Eswatini) et de la République arabe sahraouie démocratique<sup>vii</sup>. La stratégie chinoise est bien connue et a fait l'objet de deux documents de politique étrangère dont le dernier a été présenté en décembre 2015 en Afrique du Sud<sup>viii</sup>. La politique chinoise met en relief un principe de base que nous retrouvons dans la politique commune de défense et de sécurité de l'Union africaine : la non-ingérence dans les affaires intérieures d'un État. Partant de ce principe, la Chine finance des activités et des programmes de sécurité et de défense africains en bilatéral, en régional et au niveau continental. Elle octroie des dons, vend des armements. Elle participe à des opérations de maintien de la paix avec des effectifs modestes au regard de ceux de l'armée populaire chinoise<sup>ix</sup> et patrouille dans la mer Rouge comme dans l'océan Indien. Si la base chinoise à Djibouti a été inaugurée en 2017<sup>x</sup>, elle ne comporte à ce jour que peu de moyens militaires. Annoncée avec une capacité de 10 000 personnes, les infrastructures se limitent pour l'instant à un accueil possible de 5 000 hommes au maximum<sup>xi</sup>. Dans les prochaines années, les forces chinoises ne manqueront pas de demander des terrains d'entraînement (champs de tir, terrains de manœuvre) et une capacité d'accueil de moyens aériens à temps complet. Mais le principe chinois de non-ingérence dans la politique des États ne laisse pas penser à une activité militaire importante de la base. En revanche, elle permettra la mise en place des contingents chinois de maintien de la paix en mission en Afrique et les évacuations de ressortissants (cf. les problèmes rencontrés par les autorités chinoises lors de la crise libyenne en 2011). La seule piste à l'intérieur de l'enceinte mesure 400 mètres et permettra le posé d'hélicoptères. Nous sommes donc loin d'une garnison centrale comme les Américains en disposent à Djibouti (et sur le terrain de Chabeley, utilisé par les drones). La « base » de Djibouti permettra à moyen terme d'assurer la libre circulation pour le volet maritime de la route de la soie pour l'Afrique orientale. La Chine est la seule puissance à avoir eu l'idée de développer des

projets nationaux, régionaux et continentaux tout en s'appuyant sur les intérêts chinois. Contrairement aux Américains ou aux Français, ils ne s'engagent pas militairement mais financent des activités liées à la paix et à la sécurité. Cette non-ingérence porte ses fruits. L'acteur chinois est sollicité et bénéficie d'un blanc-seing. Le financement du siège de l'Union africaine fut un coup de maître pour un investissement très modeste (250 millions de dollars<sup>xii</sup>).

La présence de l'empire du Milieu à Djibouti et la comparaison de sa stratégie avec celles des deux autres acteurs majeurs présents sur ce territoire, doivent nous interroger sur l'avenir des implantations militaires et de leurs conséquences sur le continent africain.

### **Vers un vrai multilatéralisme et la naissance d'une garnison européenne**

Les trois stratégies que nous avons présentées sont complètement différentes. Les deux acteurs des relations internationales de ces deux dernières années, la Chine et les États Unis, se font face sous les yeux d'une puissance moyenne rêvant toujours de son passé mais obligée de vivre chichement et sans grande envergure. Les USA dans la lutte contre la piraterie et le terrorisme se sont donnés les moyens de développer une garnison et d'y déployer les moyens adéquats. Au large de la Somalie, ils restent très présents. Quand leurs objectifs seront atteints, ils n'hésiteront pas à quitter la Corne de l'Afrique. La Chine avance ses pions sous un regard africain très admiratif. Sa démarche est pragmatique et annoncée. Cette vision chinoise est appréciée par les acteurs africains au nom du principe de non-ingérence. Que penser de l'intervention française au nord du Tchad pour sauver une fois de plus le soldat Debby ? Comment interpréter les propos du ministre français de l'Europe et des affaires étrangères après l'élection présidentielle de la République démocratique du Congo (janvier 2019<sup>xiii</sup>). Ce manque de réalisme de la politique française, ces erreurs maintes fois répétées, sont à l'opposé des positions diplomatiques chinoises. La Chine ne s'embarrasse pas de communiqués aux effets plus que contre-productifs ou d'interventions militaires dont le coût politique est élevé.

Prisonnière de ses traités de coopération en matière de défense qui n'ont plus de raison d'être, la France joue encore au gendarme de l'Afrique. C'est cette situation dont les Africains ne veulent plus. La France n'a toujours pas tourné la page de sa présence militaire, héritage du passé<sup>xiv</sup>, savamment entretenu au travers des écoles militaires et de notre modeste réussite en matière de coopération militaire d'influence. L'enseignement pragmatique de la Chine en Afrique doit être étudié car il est réaliste et fonctionne tout en s'adaptant aux particularités africaines. Il n'existe pas d'intérêts français à Djibouti. Il existe des intérêts européens et la démarche française doit le prendre en compte pour la porter au niveau de l'Union européenne. Le détroit de Bab el Mandeb est un des lieux stratégiques de la planète. Il ouvre l'accès à l'océan Indien et reste très important pour la route la plus courte qui relie l'Asie à l'Europe,

L'Union européenne tend à redéfinir sa politique vis-à-vis de l'Afrique. La volonté du président français de penser multilatéralisme (et coopération contemporaine) doit s'accompagner de décisions claires dans ce sens. Comme nous l'avons souligné, les intérêts à Djibouti sont européens et pas seulement français. Dans une zone de stabilité relative, l'UE doit prendre à sa charge la protection de ses intérêts stratégiques. Si la connaissance française de la région est un atout, envisager de transformer Djibouti en une base européenne ne doit pas être négligé. La France y garderait le statut de Nation-cadre au sein d'une implantation européenne. La mission Atalanta et les *European Union Training Missions* (EUTM) ont montré au fil du temps qu'elles permettent d'obtenir de bons résultats malgré le scepticisme qui les a toujours précédées. « L'armée européenne », annoncée par le président français lors des commémorations de la Première Guerre mondiale en novembre 2018 pourrait trouver là matière à exister et amorcer un changement de comportement trop militariste de la France.

La République de Djibouti, avec l'implantation militaire des grandes puissances, pourrait devenir un laboratoire de réflexion sur les engagements militaires des partenaires extérieurs au continent africain ainsi que leurs conséquences sur les besoins en sécurité des États de la Corne de l'Afrique. En implantant une « base européenne », l'UE serait aux premières loges pour atténuer les risques de confrontation entre les États Unis et la Chine tout en protégeant ses principales lignes d'approvisionnement.

Patrick Ferras a effectué la totalité de sa carrière militaire comme officier renseignement au sein d'unités et d'états-majors de l'Armée de l'air et Interarmées. Il est docteur en géographie spécialité géopolitique de l'Université de Paris 8 (Institut français de géopolitique). Il dirige l'Observatoire de la Corne de l'Afrique ([www.csba-ferras.eu](http://www.csba-ferras.eu)).

[i](https://newsafrika.fr/afrique-bolton-annonce-une-politique-americaine-plus-selective-lignes-de-defense/22374/) (<https://newsafrika.fr/afrique-bolton-annonce-une-politique-americaine-plus-selective-lignes-de-defense/22374/>, consulté le 17 février 2019).

[ii](#) Rapport d'information du Sénat français par MM. Jean-Louis Carrère, Robert del Picchia, Mme Josette Durrieu et M. Alain Gournac, « *Évolutions stratégiques des États-Unis : quelles conséquences pour la France et pour l'Europe ?* », pp. 104-106, juillet 2014. Ou « *L'Afrique est restée sous le radar de Donald Trump* » de Maya Kandel, 11 novembre 2018.

[iii](#) Hunt Friend Alice et Wise Jamie D., « *The Evolution of U.S. Defense Posture in North and West Africa* », [www.csis.org](http://www.csis.org), août 2018.

[iv](#) La deuxième implantation militaire américaine est en cours de construction au Niger. La contribution forfaitaire américaine à Djibouti est évaluée à 63 millions de dollars (<https://www.geostrategia.fr/base-militaire-chinoise-a-djibouti-symbole-dun-changement-de-posture-strategique/>, 14 décembre 2017).

[v](#) Ratifié en 2012 par l'Assemblée nationale française.

[vi](#) Cet État ne reconnaît pas la République Populaire de Chine.

[vii](#) Cet État n'est reconnu que par l'Union africaine.

[viii](#) Réaffirmé lors du FOCAC de Beijing en septembre 2018 et de son plan d'action 2019-2021 (<https://focacsummit.mfa.gov.cn/fra/>, consulté le 10 mars 2019).

[ix](#) 2 512 hommes au 31 janvier 2019 (<https://peacekeeping.un.org/fr/troop-and-police-contributors>, consulté le 15 mars 2019).

[x](#) Le loyer est évalué à 20 millions de dollars (<https://www.geostrategia.fr/base-militaire-chinoise-a-djibouti-symbole-dun-changement-de-posture-strategique/>, 14 décembre 2017).

[xi](#) Entretien à Djibouti en mai 2018. Si les effectifs annoncés étaient avérés, la présence militaire chinoise serait supérieure à celle des États-Unis.

[xii](#) Cette somme est égale à 75 % des sommes engagées par les partenaires extérieurs pour le financement de la mission de l'Union africaine en Somalie en 2017. La communication réalisée par la Chine a été à la hauteur de l'événement (le bâtiment, construit à Addis Abeba, a été livré pour le sommet du cinquantenaire de l'UA en 2013). En revanche, nous n'entendons jamais parler du financement de l'AMISOM par l'Union européenne depuis 2007 !

[xiii](#) Le ministre français des Affaires étrangères a estimé « que les résultats de la présidentielle en RD Congo n'étaient pas conformes aux résultats qu'on a pu constater....»(<https://www.slate.fr/story/172146/le-drian-republique-democratique-congo-election-presidentielle-regard-ingerence> , 11 janvier 2019).

[xiv](#) Les passes d'armes entre la France et la Russie sur la République centrafricaine (discours des ministres français des affaires étrangères et de la Défense au Forum de Dakar 2018) sont révélatrices de notre comportement arrogant et de cette volonté de chasse gardée.